

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTRÉ-ENREGISTRÉ 22-11-2006 NR.

26-10-2006

22-11-2006

N°

81.978 16/32902

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL
DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET GERMANOPHONE ET DE LA
RÉGION WALLONNE
(SCP 329.02)**

**Convention collective de travail du 5 octobre 2006 fixant les conditions de
rémunération au 1^{er} janvier 2006 pour certains secteurs de la sous-commission
paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française :**
**Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes,
Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de
jeunesse, Télévisions locales**

CHAPITRE I^{ER} : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1^{ER} .

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous Commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 1921, de l'arrêté royal du 4 avril 1925, de l'arrêté royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs concernés par la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la commission paritaire pour le secteur socioculturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne).

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins.

CHAPITRE II : REMUNERATIONS

ART. 2.

Sans préjudice des dispositions de l'article 11, les rémunérations minimales par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, sont basées, à partir du 1^{er} janvier 2006, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Ces barèmes sont une base minimale.

ART. 3.

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la convention collective de travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

ART. 4.

L'ancienneté qui est prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs, est l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

ART. 5.

En dérogation à l'article 4, les travailleurs qui ont vu leur ancienneté neutralisée le 1^{er} janvier 2003, du fait de leur requalification comme travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi, voient cette neutralisation maintenue.

ART. 6.

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

CHAPITRE III : AFFECTATION**ART. 7.**

Sans préjudice des dispositions de l'article 11, les employeurs s'engagent à affecter les moyens supplémentaires versés pour 2006 par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non-marchand du 28 juin 2006 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations, à concurrence du coût de la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée (Région wallonne), charges patronales comprises.

Au cas où la masse salariale annuelle de l'association est égale ou supérieure à la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée, l'alinéa précédent ne s'applique pas.

ART. 8.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, le montant minimum de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

1. La partie forfaitaire est fixée conformément à l'article 5, §2, 1^o, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Le montant de cette partie forfaitaire était de 306,14 euros en 2005. Pour l'année 2006, le montant sera publié au moniteur belge.
2. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération due au travailleur pour le mois d'octobre de l'année considérée, multipliée par 12. Si le travailleur n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime de fin d'année, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rémunération pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Pour les travailleurs à temps partiel, le montant de la partie forfaitaire est calculé au prorata de leur régime de travail.

ART. 9.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, la période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre.

Lorsque le travailleur n'a pas été occupé, chez le même employeur, durant toute la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé proportionnellement au nombre de jours d'occupation dans l'entreprise pendant la période de référence.

En outre, le montant de la prime est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles résultant de l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de vacances annuelles, de jours fériés légaux, de petits chômages, de maladie professionnelle, d'accident de travail et de repos d'accouchement, de congé parental et de périodes de maladie ou d'accident, couvertes par un salaire garanti.

CHAPITRE IV : LIAISON DES BAREMES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

ART. 10.

Sans préjudice de l'application aux rémunérations de la convention collective de travail du 20 mars 1997 relative à la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation, les barèmes visés à l'annexe 1 sont liés à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le SPF Economie, PME, classes moyennes et énergie, et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la convention collective de travail du 20 mars 1997 précitée, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 14 septembre 1997.

L'indice pivot à la date de la conclusion de la convention est 102,10 (base 2004 = 100).

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement éventuel des masses salariales annuelles doit, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente convention collective de travail, être discuté par le conseil d'entreprise ou, à défaut, convenu en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale ou, à défaut, convenu dans une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

ART. 12.

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente convention collective de travail seront liquidés aux travailleurs, au plus tard le mois qui suit la liquidation des subventions y afférant par les administrations concernées.

ART. 13.

La Convention collective de travail du 10 mars 2006 octroyant une prime d'harmonisation et fixant les conditions de rémunération pour l'année 2006 pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, est remplacée par la présente convention collective de travail.

Toutefois, la convention collective de travail du 10 mars 2006 précitée reste en vigueur à l'égard des employeurs et des travailleurs visés à l'article 1er de cette convention en ce qui concerne les dispositions de cette convention qui n'auront pu être appliquées avant la date à laquelle la présente convention collective de travail produit ses effets. Dans ce cas, la convention collective de travail du 10 mars 2006 précitée reste en vigueur aussi longtemps que ces dispositions doivent être appliquées.

CHAPITRE VI : DUREE DE VALIDITE

ART. 14.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2006 pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 oktober 2006 tot vaststelling van de loonvoorwaarden op 1 januari 2006 voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente Opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Lokale televisies

HOOFDSTUK I : TOEPASSINGSGEBIED

ARTIKEL 1.

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest en die vallen onder één van de volgende erkennings- en/of subsidiëeringsorganismen en op hun werknemers :

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. " Atelier de création sonore et radiophonique " als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voorzover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- Culturele Centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- Jeugdhuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 september 1921, het koninklijk besluit van 4 april 1925, het koninklijk besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in

- het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
 - "La Médiathèque", erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 7 april 1971;
 - Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
 - Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die betrokken zijn bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest : de "Entreprises de Formation par le Travail", de "Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle", de "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", de "Missions Régionales pour l'Emploi" en de "Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle" erkend door het Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Waals Gewest).

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan.

HOOFDSTUK II : LONEN

ART. 2.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 11, zijn de minimumlonen per voltijds tewerkgestelde personeelscategorie zoals omschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de functieclassificatie voor sommige sectoren van het Paritair comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Lokale televisies, zijn met ingang van 1 januari 2006 gebaseerd op de loonschalen opgenomen als bijlage 1, die integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst. Deze loonschalen zijn een minimumbasis.

ART. 3.

De deeltijds tewerkgestelde werknemer moet, voor eenzelfde werk of een werk van dezelfde waarde, een loon ontvangen dat in verhouding staat tot dat van een voltijds tewerkgesteld werknemer, en dit overeenkomstig artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht inzake deeltijdse arbeid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981.

ART. 4.

De anciënniteit die in rekening genomen wordt om het loon van de werknemers te bepalen is de anciënniteit erkend in de arbeidsovereenkomst en, minimaal, de anciënniteit in de vereniging.

ART. 5.

In afwijking van artikel 4 wordt voor de werknemers wier anciënniteit werd geneutraliseerd op 1 januari 2003 wegens hun herkwalificatie als werknemer tewerkgesteld in het kader van de programma's ter bevordering van de tewerkstelling deze neutralisatie behouden.

ART. 6

De aanpassingen van de loonschalen gekoppeld aan de anciënniteit gebeuren de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardatum van de overeenkomst.

HOOFDSTUK III : BESTEDING

ART. 7.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 11 verbinden de werkgevers zich ertoe om de bijkomende middelen die gestort zijn voor 2006 door de Franse Gemeenschap in het kader van het akkoord van de non-profit van 28 juni 2006 te besteden aan de verhoging van de loonsom om de verbetering van de lonen mogelijk te maken, ten belope van de kosten van het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de modaliteiten beoogd in de artikelen 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100% van de loonschalen bepaald door de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 (Waals Gewest), werkgeverslasten inbegrepen.

In het geval dat de jaarlijkse loonsom van de vereniging gelijk is aan of hoger dan het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de modaliteiten beoogd in de artikelen 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100% van de loonschalen bepaald door de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002, is de vorige alinea niet van toepassing.

ART. 8.

Voor de toepassing van het bestedingsproces beoogd in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestaat het minimumbedrag van de eindejaarspremie uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.

1. Het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 5, §2,1° van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaars-toelage aan sommige houders van een bezoldigde functie ten laste van de schatkist, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 december 1987. Het bedrag van dit forfaitair gedeelte bedroeg 306,14 euro in 2005. Voor het jaar 2006 zal het bedrag gepubliceerd worden in het Belgisch Staatsblad.
2. Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het loon verschuldigd aan de werknemer voor de maand oktober van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 12. Als de werknemer zijn loon niet ontvangen heeft voor de maand oktober van het betrokken jaar, is het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het variabel gedeelte van de eindejaarspremie het loon dat als basis zou hebben gediend om zijn loon voor deze maand te berekenen indien dit verschuldigd zou zijn geweest.

Voor deeltijdse werknemers wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte berekend naar rato van hun arbeidsstelsel.

ART. 9

Voor de toepassing van het bestedingsproces beoogd in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, loopt de referentieperiode voor de berekening van de eindejaarspremie van 1 januari tot 30 september.

Wanneer de werknemer niet bij dezelfde werkgever was tewerkgesteld tijdens de gehele referentieperiode, wordt het bedrag van de eindejaarspremie vastgesteld in verhouding tot het aantal tewerkstellingsdagen in de onderneming tijdens de referentieperiode.

Bovendien wordt het bedrag van de premie verminderd naar rato van de afwezigheden tijdens het jaar, die niet voortvloeien uit de toepassing van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen inzake jaarlijkse vakantie, wettelijke feestdagen, klein verlet, beroepsziekte, arbeidsongeval en bevallingsrust, ouderschapsverlof en periodes van ziekte of ongeval, gedekt door een gewaarborgd loon.

HOOFDSTUK IV : KOPPELING VAN DE LOONSCHALEN AAN DE INDEX VAN DE CONSUMTIEPRIJZEN

ART. 10.

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing op de lonen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997 betreffende de koppeling van de lonen aan de index van de consumptieprijzen, worden de loonschalen vermeld in bijlage 1 gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen die maandelijks wordt vastgesteld door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie, en gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, en worden aangepast volgens de modaliteiten bepaald in de hierboven vermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 september 1997.

De spilindex op de datum van het sluiten van de overeenkomst bedraagt 102,10 (basis 2004 = 100).

HOOFDSTUK V : DIVERSE BEPALINGEN

ART. 11.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, moet de eventuele herziening van de jaarlijkse loonsommen in de instellingen waar het totaal van de lonen en voordelen gelijk is aan, of hoger dan die welke bepaald zijn door deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden besproken door de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

ART. 12.

De partijen komen overeen dat de voordelen die toegekend worden door deze collectieve arbeidsovereenkomst aan de werknemers zullen worden verrekend uiterlijk de maand die volgt op de verrekening van de betreffende subsidies door de betrokken administraties.

ART. 13

De collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2006 tot toekenning van een harmonisatiepremie en tot vaststelling van de loonvoorwaarden voor het jaar 2006 voor sommige sectoren van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : productieateliers, bibliotheken, culturele centra, jongeren-centra, permanente opvoeding, sportfederaties, "La Médiathèque", jongerenorganisaties, lokale televisies, wordt vervangen door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De hierboven vermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2006 blijft echter van kracht voor de werkgevers en de werknemers bedoeld in artikel 1 van deze overeenkomst wat de bepalingen betreft van deze overeenkomst die niet kunnen worden toegepast voor de datum waarop deze collectieve arbeidsovereenkomst in werking treedt. In dit geval blijft de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2006 van kracht zolang deze bepalingen moeten worden toegepast.

HOOFDSTUK VI. GELDIGHEIDSDUUR

ART. 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2006 voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Loonschalen

Barèmes

Lonen vanaf 1 januari 2006

Rémunérations à partir du 1^{er} janvier 2006

De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 octies gesloten in de Nationale Arbeidsraad, legt de verplichting op het gewaarborgd gemiddeld minimuminkomen in acht te nemen.

La convention collective de travail n°43 octies conclue au sein du Conseil National du Travail impose de respecter le revenu minimum moyen garanti.

Pivot / Spil =102,10 (base 2004 - basis 2004)

Echelon 1 / Rang 1

	Annuel / Jaarlooon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	14.140,32	1.178,36	7,16
1	15.324,48	1.277,04	7,76
2	15.405,12	1.283,76	7,80
3	15.485,64	1.290,47	7,84
4	15.566,04	1.297,17	7,88
5	15.646,44	1.303,87	7,92
6	15.726,96	1.310,58	7,96
7	15.807,72	1.317,31	8,00
8	15.888,24	1.324,02	8,04
9	15.968,52	1.330,71	8,08
10	16.464,24	1.372,02	8,33
11	16.544,52	1.378,71	8,37
12	16.624,92	1.385,41	8,41
13	16.705,44	1.392,12	8,45
14	16.786,08	1.398,84	8,49
15	16.866,84	1.405,57	8,54
16	16.947,36	1.412,28	8,58
17	17.027,40	1.418,95	8,62
18	17.108,04	1.425,67	8,66
19	17.188,68	1.432,39	8,70
20	17.269,20	1.439,10	8,74
21	17.349,72	1.445,81	8,78
22	17.430,24	1.452,52	8,82
23	17.510,52	1.459,21	8,86
24	17.591,16	1.465,93	8,90
25	17.671,80	1.472,65	8,94
26	17.752,08	1.479,34	8,98
27	17.832,72	1.486,06	9,02
28	17.832,72	1.486,06	9,02
29	17.832,72	1.486,06	9,02
30	17.832,72	1.486,06	9,02

Echelon 2 / Rang 2

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	15.492,12	1.291,01	7,84
1	16.716,72	1.393,06	8,46
2	16.877,64	1.406,47	8,54
3	17.038,56	1.419,88	8,62
4	17.199,60	1.433,30	8,70
5	17.360,52	1.446,71	8,79
6	17.521,32	1.460,11	8,87
7	17.682,48	1.473,54	8,95
8	17.843,40	1.486,95	9,03
9	18.004,08	1.500,34	9,11
10	18.635,76	1.552,98	9,43
11	18.828,72	1.569,06	9,53
12	19.022,04	1.585,17	9,63
13	19.215,12	1.601,26	9,72
14	19.407,84	1.617,32	9,82
15	19.600,92	1.633,41	9,92
16	19.794,24	1.649,52	10,02
17	19.987,32	1.665,61	10,12
18	20.180,40	1.681,70	10,21
19	20.373,60	1.697,80	10,31
20	20.566,68	1.713,89	10,41
21	20.759,40	1.729,95	10,51
22	20.952,48	1.746,04	10,60
23	21.145,80	1.762,15	10,70
24	21.339,00	1.778,25	10,80
25	21.531,84	1.794,32	10,90
26	21.724,92	1.810,41	10,99
27	21.918,24	1.826,52	11,09
28	22.111,08	1.842,59	11,19
29	22.306,68	1.858,89	11,29
30	22.306,68	1.858,89	11,29

Echelon 3 / Rang 3

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	17.517,12	1.459,76	8,86
1	18.847,80	1.570,65	9,54
2	18.847,80	1.570,65	9,54
3	19.695,84	1.641,32	9,97
4	19.695,84	1.641,32	9,97
5	20.582,28	1.715,19	10,42
6	20.582,28	1.715,19	10,42
7	21.508,32	1.792,36	10,88
8	21.508,32	1.792,36	10,88
9	22.476,12	1.873,01	11,37
10	22.476,12	1.873,01	11,37
11	23.487,72	1.957,31	11,89
12	23.487,72	1.957,31	11,89
13	24.544,44	2.045,37	12,42
14	24.544,44	2.045,37	12,42
15	25.354,80	2.112,90	12,83
16	25.354,80	2.112,90	12,83
17	25.757,28	2.146,44	13,04
18	25.757,28	2.146,44	13,04
19	26.383,80	2.198,65	13,35
20	26.383,80	2.198,65	13,35
21	27.009,72	2.250,81	13,67
22	27.009,72	2.250,81	13,67
23	27.636,12	2.303,01	13,99
24	27.636,12	2.303,01	13,99
25	28.262,52	2.355,21	14,30
26	28.262,52	2.355,21	14,30
27	28.888,44	2.407,37	14,62
28	28.888,44	2.407,37	14,62
29	28.888,44	2.407,37	14,62
30	28.888,44	2.407,37	14,62

Echelon 4.1 / Rang 4.1.

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	18.984,12	1.582,01	9,61
1	20.366,04	1.697,17	10,31
2	20.366,04	1.697,17	10,31
3	21.417,00	1.784,75	10,84
4	21.417,00	1.784,75	10,84
5	22.522,08	1.876,84	11,40
6	22.522,08	1.876,84	11,40
7	23.684,04	1.973,67	11,99
8	23.684,04	1.973,67	11,99
9	24.906,48	2.075,54	12,60
10	24.906,48	2.075,54	12,60
11	26.191,44	2.182,62	13,25
12	26.191,44	2.182,62	13,25
13	27.543,24	2.295,27	13,94
14	27.543,24	2.295,27	13,94
15	28.644,60	2.387,05	14,50
16	28.644,60	2.387,05	14,50
17	29.790,48	2.482,54	15,08
18	29.790,48	2.482,54	15,08
19	30.981,84	2.581,82	15,68
20	30.981,84	2.581,82	15,68
21	31.567,32	2.630,61	15,98
22	31.567,32	2.630,61	15,98
23	32.193,96	2.682,83	16,29
24	32.193,96	2.682,83	16,29
25	32.819,88	2.734,99	16,61
26	32.819,88	2.734,99	16,61
27	33.445,92	2.787,16	16,93
28	33.445,92	2.787,16	16,93
29	33.445,92	2.787,16	16,93
30	33.445,92	2.787,16	16,93

Echelon 4.2 / Rang 4.2.

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandioon	Horaire / Uurloon
0	22.400,04	1.866,67	11,34
1	23.548,56	1.962,38	11,92
2	23.548,56	1.962,38	11,92
3	24.383,76	2.031,98	12,34
4	24.383,76	2.031,98	12,34
5	25.218,60	2.101,55	12,76
6	25.218,60	2.101,55	12,76
7	26.053,92	2.171,16	13,19
8	26.053,92	2.171,16	13,19
9	26.888,64	2.240,72	13,61
10	27.306,36	2.275,53	13,82
11	28.141,20	2.345,10	14,24
12	28.141,20	2.345,10	14,24
13	28.976,40	2.414,70	14,66
14	28.976,40	2.414,70	14,66
15	29.811,12	2.484,26	15,09
16	29.811,12	2.484,26	15,09
17	30.646,08	2.553,84	15,51
18	30.646,08	2.553,84	15,51
19	31.481,16	2.623,43	15,93
20	31.481,16	2.623,43	15,93
21	32.316,36	2.693,03	16,35
22	32.316,36	2.693,03	16,35
23	33.150,96	2.762,58	16,78
24	33.150,96	2.762,58	16,78
25	33.986,16	2.832,18	17,20
26	33.986,16	2.832,18	17,20
27	34.820,88	2.901,74	17,62
28	34.820,88	2.901,74	17,62
29	34.820,88	2.901,74	17,62
30	34.820,88	2.901,74	17,62

Echelon 5 / Rang 5

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	24.478,08	2.039,84	12,39
1	25.447,20	2.120,60	12,88
2	25.447,20	2.120,60	12,88
3	26.155,44	2.179,62	13,24
4	26.155,44	2.179,62	13,24
5	26.863,56	2.238,63	13,59
6	26.863,56	2.238,63	13,59
7	27.572,16	2.297,68	13,95
8	27.572,16	2.297,68	13,95
9	28.280,28	2.356,69	14,31
10	28.697,64	2.391,47	14,52
11	29.406,24	2.450,52	14,88
12	29.406,24	2.450,52	14,88
13	30.114,36	2.509,53	15,24
14	30.114,36	2.509,53	15,24
15	30.822,72	2.568,56	15,60
16	30.822,72	2.568,56	15,60
17	31.531,20	2.627,60	15,96
18	31.531,20	2.627,60	15,96
19	32.239,20	2.686,60	16,32
20	32.239,20	2.686,60	16,32
21	32.947,68	2.745,64	16,67
22	32.947,68	2.745,64	16,67
23	33.656,04	2.804,67	17,03
24	33.656,04	2.804,67	17,03
25	34.364,40	2.863,70	17,39
26	34.364,40	2.863,70	17,39
27	35.072,52	2.922,71	17,75
28	35.072,52	2.922,71	17,75
29	35.072,52	2.922,71	17,75
30	35.072,52	2.922,71	17,75

Echelon 6 / Rang 6

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	25.566,00	2.130,50	12,94
1	26.818,92	2.234,91	13,57
2	26.818,92	2.234,91	13,57
3	27.941,04	2.328,42	14,14
4	27.941,04	2.328,42	14,14
5	29.063,04	2.421,92	14,71
6	29.063,04	2.421,92	14,71
7	30.185,04	2.515,42	15,28
8	30.185,04	2.515,42	15,28
9	31.307,16	2.608,93	15,84
10	31.724,64	2.643,72	16,05
11	32.846,40	2.737,20	16,62
12	32.846,40	2.737,20	16,62
13	33.968,64	2.830,72	17,19
14	33.968,64	2.830,72	17,19
15	35.090,64	2.924,22	17,76
16	35.090,64	2.924,22	17,76
17	36.212,64	3.017,72	18,33
18	36.212,64	3.017,72	18,33
19	37.334,76	3.111,23	18,89
20	37.334,76	3.111,23	18,89
21	38.456,76	3.204,73	19,46
22	38.456,76	3.204,73	19,46
23	39.578,64	3.298,22	20,03
24	39.578,64	3.298,22	20,03
25	39.578,64	3.298,22	20,03
26	39.578,64	3.298,22	20,03
27	39.578,64	3.298,22	20,03
28	39.578,64	3.298,22	20,03
29	39.578,64	3.298,22	20,03
30	39.578,64	3.298,22	20,03